

ROMPRE AVEC LES VIEILLES HABITUDES

La meilleure façon d'empêcher des pays de se constituer d'énormes arsenaux, c'est de convaincre les principaux marchands de cesser de leur vendre des armes.

PAR PAUL C. WARNKE

IL NE FAUT PAS QUE L'ÉCRASANTE VICTOIRE militaire des forces alliées engagées dans l'opération Tempête du désert masque l'échec politique qui est en grande partie à l'origine de la crise du golfe Persique. Entre 1981 et 1988, l'Irak a acheté pour quelque 48 milliards de dollars de matériel militaire. «Le plus gros arsenal d'armes modernes détenu par un pays du tiers-monde», pour reprendre les termes employés dans une estimation du *Bulletin of Atomic Scientists*.

La plupart de ces armes lui ont été vendues par les États-Unis, l'Union soviétique, le Royaume-Uni, la France et la Chine, qui se trouvent aussi être les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est ce même groupe qui, par la suite, a autorisé le recours à la force pour déloger du Koweït un de ses plus gros clients.

Au cours des dernières décennies, les États-Unis ont cherché à contenir les antagonismes profonds du Moyen-Orient en favorisant un délicat équilibre des forces en présence, principalement en fournissant des armes à Israël, à l'Iran et à plusieurs États arabes. Cette politique a échoué. En 1973, un conflit de courte durée mais sanglant a opposé l'Égypte, la Syrie et Israël. Pendant les années 1980, l'Iran et l'Irak se sont livrés une guerre pour des questions frontalières. L'Irak y a employé des gaz toxiques et, de part et d'autre, des milliers de jeunes gens sont morts.

Par ailleurs, pendant de nombreuses années, les États-Unis ont misé sur le shah d'Iran pour maintenir la paix et la stabilité dans la région du golfe Persique. Force m'est de reconnaître une certaine complicité dans cette politique imparfaite puisque, à la fin des années 1960, j'occupais au sein du gouvernement Johnson le poste de secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires internationales, bureau qui assumait une grande responsabilité en matière de transferts d'armements.

LE SHAH D'IRAN ÉTAIT L'UN DE NOS PRINCIPAUX clients. Les décideurs américains voyaient en lui un proconsul durable qui protégerait les intérêts occidentaux au Moyen-Orient. Chaque printemps, ses généraux se présentaient à Washington avec la liste du matériel qu'ils souhaitaient obtenir. En concertation avec nos homologues du Département d'État, nous réduisions cette liste, mais à sa visite suivante dans la capitale, le shah dînait avec le président Johnson et la plupart des armes rayées étaient remises sur la liste.

Sous le président Richard Nixon, presque toutes les limites ont été levées et le shah pouvait acheter pratiquement tout ce qu'il voulait. Pourtant, ses puissants amis étrangers n'ont pu le sauver de ses ennemis intérieurs, et son départ de Téhéran a été suivi par l'arrivée de l'ayatollah Khomeiny et de son régime fanatiquement anti-occidental. C'est alors qu'avec nos alliés, nous avons décidé d'armer l'Irak pour en faire le contrepoids de l'Iran.

Depuis lors, de tragiques événements ont prouvé qu'en armant l'ennemi de son ennemi, on ne gagne pas forcément un nouvel ami. En fait, tout ce que l'on en tirera peut-être, c'est qu'en cas de conflits dans une région fortement armée, il y aura bien plus de morts et de dévastation que si l'on avait montré quelque retenue.

AU LENDEMAIN DU CONFLIT DU GOLFE, LE GOUVERNEMENT Bush n'a guère été clair sur ses intentions quant aux ventes d'armes conventionnelles au Moyen-Orient. Le secrétaire d'État, M. James Baker, a déclaré que les États-Unis devraient rechercher une coopération internationale «pour réduire l'afflux d'armements dans une région déjà militarisée à outrance». Cependant, peu de temps après, la Maison-Blanche a fait savoir au Congrès qu'elle envisageait de vendre l'an prochain pour plus de 23 milliards de dollars d'armes à l'Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, à Bahrain, à l'Égypte et à la Turquie. En outre, l'adjoint de M. Baker, M. Lawrence Eagleburger, a fait la déclaration suivante pendant la crise du Golfe : «Notre personnel diplomatique à l'étranger doit soutenir les efforts de marketing des entreprises américaines sur le marché international des armements comme dans toutes les autres sphères d'activités commerciales. Telle est la politique des États-Unis.» Il semble qu'on ne laissera pas la triste histoire du surarmement du Moyen-Orient perturber les bonnes vieilles habitudes.

Il paraît donc manifeste que la prolifération des armements modernes à travers le tiers-monde est fondamentalement un problème d'offre. Ce qu'il faut, c'est une révision complète de la politique qui consiste à rechercher la stabilité en armant jusqu'aux dents les éventuels combattants. Il incombe aux principaux fournisseurs, c'est-à-dire à l'Allemagne et au Brésil, par exemple, en plus des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, d'assumer leurs responsabilités, à savoir : de ramener la sécurité dans le monde en imposant des restrictions sévères aux ventes d'armes.

Le Moyen-Orient est le banc d'essai logique, mais pas la seule région touchée. Des mesures utiles ont été proposées. Le président Bush a demandé que l'on prenne des dispositions pour prévenir la mise au point d'armes de destruction massive. Entre autres, il a demandé l'arrêt de la production et de l'exportation vers le Moyen-Orient de matières fissiles pouvant entrer dans la fabrication d'armes. La proposition devrait être élargie pour s'appliquer au monde entier. Les États devraient s'engager, par voie de traité, à ne plus produire de plutonium ni d'uranium fortement enrichi. Le président Bush a là l'embryon d'une bonne idée. Mais ce n'est pas une idée neuve, car le président Eisenhower l'avait déjà avancée il y a presque quarante ans.

D'autres idées salutaires en matière de limitation des armements ont été présentées. Les sénateurs américains John Kerry et Hank Brown ont proposé plus tôt cette année de faire obligation au président des États-Unis d'informer le président du Comité des affaires étrangères du Sénat et le président de la Chambre des représentants de toute vente d'armes au Moyen-Orient au moins soixante jours avant de l'annoncer officiellement. Le Canada a eu une idée remarquable en février dernier. Il a proposé que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité conviennent de ne plus jamais vendre aux pays du Moyen-Orient des armes visées par le Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE). Cela signifierait ne plus leur vendre de chars de combat, de véhicules de combat blindés, de pièces d'artillerie, d'aéronefs de combat et d'hélicoptères d'assaut. Quant aux matériaux pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires, l'interdiction proposée devrait s'étendre à la terre entière.

EN IMPOSANT AUX FOURNISSEURS DES LIMITES reposant sur les définitions déjà arrêtées par les vingt-deux pays parties au Traité sur les FCE, on couvrirait la plupart des armes déstabilisantes et on gagnerait beaucoup en temps de négociations. On éviterait aussi une éventuelle conséquence imprévue et malheureuse du Traité sur les FCE. Les types de matériels couverts par le Traité ne pouvant plus être envoyés en Europe, on risque d'en trouver à vendre en quantités dans d'autres régions. Une interdiction de ces ventes et de transferts permettrait d'éviter une retombée négative du Traité susmentionné.